

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec QC

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le Rapport annuel des activités de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crs pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1997.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

La ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité,
ministre responsable de la Condition féminine
et de l'Action communautaire autonome

Louise Harel

Madame Louise Harel
Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité,
ministre responsable de la Condition féminine
et de l'Action communautaire autonome
Gouvernement du Québec
Québec QC

Madame la Ministre,

Il me fait plaisir, au nom des membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs crïs, de vous présenter notre Rapport annuel pour l'exercice financier se terminant le 30 juin 1997. Ce rapport décrit sommairement l'organisation administrative de l'Office, résume les résultats de l'année 1996-1997 et comprend les résultats financiers pour cette même année.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président (1996-1997)

Gérald Lemoyne

Mr. Matthew Coon-Come
Chairman/Grand Chief
Cree Regional Authority
Grand Council of the Crees (of Québec)
Nemaska QC

Sir:

On behalf of the members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board, I am pleased to submit our Annual Report for the fiscal year ending June 30, 1997. This Report summarizes the administrative organization of the Board and the results for the year 1996-1997, and includes the Financial Statements for that same period.

Yours very truly,

Gérald Lemoyne

Chairman (1996-1997)

Message

des membres

Les membres de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris vous présentent avec plaisir le Rapport Annuel et les états financiers de l'année 1996-1997.

Au cours de cet exercice, l'Office a concentré ses efforts sur l'administration du programme afin d'assurer aux chasseurs et piégeurs cris le soutien et le service auxquels ils ont droit. Pour ce faire, l'Office compte sur une équipe compétente et dévouée répartie entre le siège social et les neuf communautés cries.

L'Office s'est efforcé également d'accroître l'efficacité de son organisation tout en stabilisant ses coûts de fonctionnement à environ 6 % de ses dépenses totales. Une attention particulière a également été apportée aux activités de contrôle et de recouvrement ce qui a eu pour résultat une diminution appréciable du nombre de dossiers ayant un trop-perçu de même que du montant des trop-perçus.

La révision du programme demeure une priorité pour l'Office et, en 1996-1997, le Gouvernement du Québec et l'Administration régionale crie ont signalé leur intention d'entamer les discussions à ce sujet en désignant leurs représentants respectifs au dossier.

En terminant, les membres de l'Office tiennent à souligner le travail accompli par M. Philippe Nadeau dont le mandat s'est achevé en juin 1997 et le remercient pour son dévouement et sa précieuse collaboration.

Le programme

de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

L'Office

L'administration du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris relève de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, un organisme autonome composé de six membres dont trois sont nommés par le Gouvernement du Québec et trois par l'Administration régionale crie. La durée de leur mandat est laissée à la discrétion des autorités responsables de la nomination qui désignent, chaque année et alternativement, le président et le vice-président. En 1996-1997, la nomination du président a été faite par le gouvernement du Québec.

Les dispositions régissant la constitution, les responsabilités et les pouvoirs de l'Office se trouvent à la *Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois* (L.R.Q., c. S.3-2).

Dans le cadre de son mandat, l'Office voit à la révision du fonctionnement et des modalités du programme, l'évaluation des résultats, l'étude des plaintes et revendications, la prévision des coûts et l'établissement des budgets. Pour ce faire, il est investi de certains pouvoirs réglementaires tant au niveau de sa régie interne que de l'établissement des modalités administratives et critères nécessaires à l'application du programme. Parmi ses fonctions, l'Office a le pouvoir de recommander au Gouvernement et à l'Administration régionale crie le moment et la façon de réviser le programme. L'Office doit également leur faire rapport annuellement de ses activités. Au cours de l'année 1996-1997, les membres de l'Office ont tenu six rencontres.

Pour remplir ce mandat, l'Office a dix-sept employés à son service, dont onze travaillent dans les différents villages cris et six au siège social à Sainte-Foy. L'Office fixe, par règlement approuvé par le gouvernement, les effectifs, normes et barèmes de rémunération de même que les autres conditions de travail de ses employés. La liste des membres et des employés de l'Office se trouve en annexe au présent rapport.

Les sommes requises pour le paiement de prestations aux chasseurs et piégeurs cris et pour le fonctionnement administratif de l'Office sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale. L'année financière de l'Office débute le 1^{er} juillet et les états financiers vérifiés pour l'année 1996-1997 montrent que les dépenses totales, au 30 juin 1997, se sont élevées à 14 694 402 \$. De ce montant, près de 94 % représente les prestations versées aux prestataires et la balance couvre les dépenses de fonctionnement du siège social et des neuf bureaux locaux situés dans les villages cris.

Le Programme

L'origine du programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris remonte à la Convention de la Baie James et du Nord québécois signée le 11 novembre 1975. Mis sur pied en 1976, il a comme objectif principal de favoriser le maintien et la survie d'un mode de vie traditionnel en assurant, entre autres, une garantie de revenu aux chasseurs et piégeurs cris.

Il s'adresse aux Cris résidant au Québec qui pratiquent les activités d'exploitation de la faune comme mode de vie. Par activités d'exploitation, on entend la chasse, la pêche et le piégeage ainsi que les activités qui leur sont accessoires comme la fabrication ou la réparation de matériel; la préparation et l'aménagement du terrain; le traitement, le transport et la commercialisation des produits d'exploitation; la fabrication domestique d'objets artisanaux; la gestion de la faune; les déplacements, etc.

La présente section contient un bref résumé des principales dispositions qui régissent l'admissibilité au programme et le calcul des prestations. Le programme prévoit un revenu familial annuel mais l'admissibilité de l'unité de prestataires ou famille dépend essentiellement des activités de son chef, c'est-à-dire le prestataire cri qui, compte tenu des coutumes autochtones, est considéré comme subvenant aux besoins de sa famille, ou qui est une personne seule âgée de 18 ans et plus. Le calcul des prestations prend cependant en considération l'ensemble des activités des membres de l'unité de prestataires.

Lorsqu'une communauté crée met sur pied un comité local de chasseurs et piégeurs, le nom du chef de l'unité de prestataires doit apparaître sur la liste préparée par le comité. Cette liste identifie les «*personnes qui selon la coutume de leur communauté, se consacrent aux activités d'exploitation et aux activités accessoires comme mode de vie conformément aux traditions d'exploitation et aux règles de la communauté*» (article 31.1 de la Loi). Pour 1996-1997, une liste a été préparée pour chacune des communautés sauf Chisasibi, Wemindji et Némiscau.

Les chefs de l'unité de prestataires doivent également, pour être admissibles, consacrer plus de temps aux activités traditionnelles qu'à un emploi rémunéré et le programme exige un minimum de 120 jours. Cette exigence doit être rencontrée durant l'année précédant la demande d'inscription, ce qui a pour effet d'instaurer une année de qualification durant laquelle aucune prestation n'est versée.

Les chefs de famille doivent, par la suite, rencontrer ces mêmes exigences chaque année pour conserver l'admissibilité de leur unité de prestataires. Certaines exceptions sont prévues dans les cas de circonstances inhabituelles.

La méthode de calcul de prestations est avant tout fonction du temps consacré aux activités d'exploitation. En effet, la majeure partie des argents versés tient compte du nombre de jours passés dans le bois par les adultes membres de l'unité et par conséquent, les revenus de familles de même taille peuvent être différents.

Pour établir les prestations annuelles de chaque unité, l'Office s'appuie sur les paramètres suivants: la durée de la période consacrée à la chasse, la pêche et le piégeage; les gains annuels de l'unité et la taille de la famille. Le calcul des prestations se fait en deux étapes. En premier lieu, un montant est établi pour chaque journée passée dans le bois par les chef et conjoint des unités dans l'exercice des activités d'exploitation et des activités accessoires. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte. En 1996-1997, l'allocation journalière était de 40,55 \$ pour un maximum possible de 9 732 \$ par adulte ou 19 464 \$ pour une unité comprenant deux adultes.

Un montant supplémentaire, le montant de base garanti, calculé en fonction de la taille et des revenus de l'unité peut s'ajouter aux allocations journalières. Les taux utilisés se trouvent au Tableau 6. Du mon-

tant de base sont déduits à 40 % les revenus nets de l'unité et à 100 % les prestations de la sécurité de la vieillesse. À moins d'être spécifiquement exclus par la loi ou les règlements, tous les montants reçus par les membres de l'unité à titre de revenus ou salaires, y compris les allocations journalières versées en vertu du programme, sont considérés comme des revenus.

Même si la règle de base exige que la pratique des activités d'exploitation constitue le mode de vie des prestataires, ceux-ci peuvent cependant participer à certaines activités économiques de la région en travaillant de façon saisonnière, ce qui leur permet d'ajouter à leur revenu. L'inverse n'est cependant pas autorisé, c'est-à-dire détenir un emploi régulier et recevoir en supplément des prestations du programme. De plus, le programme ne permet pas le cumul avec un autre programme fédéral ou provincial de sécurité du revenu.

Le programme s'adresse donc spécifiquement à des personnes qui poursuivent un mode de vie traditionnel, et tente d'assurer à la famille une garantie de revenu en fonction de ces activités.

Les prestations sont calculées sur une base annuelle et réparties en quatre paiements effectués vers les 1^{er} septembre, 1^{er} janvier, 1^{er} avril et 30 juin. Le calendrier correspond, dans la mesure du possible, à celui des chasseurs et piégeurs et les paiements sont donc effectués aux périodes où la majorité d'entre eux sont dans leur communauté respective.

Les activités

de l'année 1996-1997

La participation au programme

Le *Programme de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* s'adresse exclusivement aux Cris de la Baie James, bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois, résidants au Québec et membres de l'une des neuf communautés cries, soit Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Némiscau et Oujé-Bougoumou.

En mai 1997, 12 480 personnes étaient inscrites comme membres de l'une de ces communautés et comme bénéficiant des avantages prévus à la Convention. De ce nombre, 11 933 étaient résidants du Territoire de la Baie James, c'est-à-dire la région couverte par la Convention ce qui comprend non seulement les villages cris mais également les villes comme Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre et Val d'Or. Un certain nombre de familles inscrites au programme, particulièrement dans le cas des membres de la communauté de Waswanipi, demeurent à l'extérieur des villages cris.

La participation au programme reflète assez précisément la répartition de la population par communauté (Tableaux 1 et 2). Par exemple, près de 50 % des unités inscrites proviennent des communautés cries de Mistissini et Chisasibi.

Communauté	Résidants	Nombre d'unités inscrites
	%	%
Mistissini	22,3	21,7
Chisasibi	25,1	26,8
Waskaganish	14,6	9,7
Waswanipi	11,3	11,9
Wemindji	8,4	11,8
Eastmain	4,2	2,9
Whapmagoostui	5,3	6,0
Némiscau	4,2	4,3
Oujé-Bougoumou	4,5	4,9

En 1996-1997, la participation de la population crie au programme est demeurée comparable à celle de l'année précédente. Quoique le nombre d'unités de prestataires ait augmenté de 1 178 à 1 190, le nombre total de participants a légèrement diminué passant de 2 627 à 2 595 personnes. Le Tableau 1 dénombre la proportion d'adultes et d'enfants qui composent les unités de prestataires. Le taux de participation apparaissant au Tableau 2 démontre les variations selon les communautés.

La baisse du nombre de participants est due aux modifications du profil des unités de prestataires au cours des dernières années: de plus en plus de personnes seules s'inscrivent au programme alors que le nombre des familles décroît. Le Tableau 3 précise certaines données sur la composition des unités de prestataires. Par exemple: même si le nombre total d'unités de prestataires a augmenté, le nombre d'unités composées de 2 adultes, soit 552, est demeuré identique à celui de 1996-1997 alors que le nombre d'enfants inscrits comme dépendants a continué de baisser.

Année	Unités	Adultes	Enfants	Total
1995-1996	1 178	1 730	897	2 627
1996-1997	1 190	1 742	853	2 595

Les données du Tableau 3 concernant l'âge des chefs de famille confirment cette tendance. Près de 30 % des chefs de famille sont âgés de moins de 28 ans alors que le taux de participation diminue entre 28 et 57 ans. Le deuxième groupe en importance est celui des 68 ans et plus. Plusieurs facteurs semblent avoir influencé le taux de participation au programme. Depuis l'implantation d'un réseau scolaire plus élaboré dans les villages cris, certaines familles ayant des enfants d'âge scolaire choisissent de réduire leurs activités traditionnelles pour demeurer dans les communautés. Il s'agit également du groupe qui est davantage susceptible d'entrer sur le marché du travail. Bien que le programme continue d'attirer les jeunes au même rythme qu'auparavant, ceux-ci semblent se retirer après un certain nombre d'années.

Par contre, la proportion des chasseurs de plus de 60 ans est en croissance. Il s'agit surtout du groupe de chasseurs qui, étant déjà impliqués dans la pratique des activités traditionnelles au début du programme, ont choisi de poursuivre ce mode de vie.

Cette évolution a eu des répercussions sur la pratique des activités traditionnelles comme l'indiquent les données concernant les jours passés dans le bois.

Les jours-personnes

La plus grande partie des revenus des unités de prestataires est proportionnelle au nombre de jours consacrés aux activités traditionnelles. La loi prévoit un maximum de 240 jours payables par adulte et fixe une limite globale de 350 000 jours.

En 1996-1997, le programme a rémunéré 309 836 jours pour l'ensemble des unités inscrites. Le Tableau 4 indique la répartition des jours suivant certaines activités. Outre le nombre de jours passés dans le bois, sont inclus les congés de maternité et les jours de participation aux rencontres des comités locaux chargés de dresser la liste des chasseurs et piégeurs crûs pour chaque communauté. Dans le premier cas, un maximum de 72 jours est prévu alors que 10 jours peuvent être revendiqués dans le second cas.

La différence entre le nombre de jours passés dans le bois et celui des jours effectivement rémunérés s'explique, entre autres, par le fait que les jours consacrés aux activités d'exploitation en excédant du maximum de 240 jours par adulte ne sont pas pris en considération dans le calcul des prestations. De plus, la loi prévoit que, lorsqu'un chasseur reçoit un montant ou un salaire pour une journée (ex. CSST, Assurance-emploi, etc.), l'allocation journalière n'est pas versée. Dans le cas où ces montants sont versés au chef de l'unité de prestataires, ceci a pour effet également d'éliminer le paiement des jours passés dans le bois par le conjoint.

Le nombre de jours rémunérés a augmenté de 1,7 % depuis l'année précédente passant de 304 636 à 309 836 jours. Cette augmentation résulte directement du nombre d'unités inscrites. Par contre, la moyenne de jours que ce soit par unité ou par adulte, s'est maintenue au cours des trois dernières années.

Année	Moyenne de jours	
	Par unité	Par adulte
1994-1995	262	177
1995-1996	259	176
1996-1997	260	178

La pratique des activités traditionnelles varie également selon la composition des unités:

	Moyenne		
	Par unité	Par chef	Par conjoint
1 adulte/Sans enfants	181	181	n/a
1 adulte/Avec enfants	182	182	n/a
2 adultes/Sans enfants	369	198	172
2 adultes/Avec enfants	338	187	151

Prestations accordées

Les prestations du programme sont indexées annuellement en fonction du coût de la vie au Québec et le taux est établi selon l'indice d'accroissement en vigueur pour le Régime des rentes du Québec. Les paramètres de calcul employés pour l'année 1996-1997 ont été majorés de 1,9 %.

En 1996-1997, les prestations accordées totalisent 13 980 879 \$ comparativement à 13 499 485 \$ en 1995-1996, soit une augmentation d'environ 3,6 % principalement due aux variations du nombre de participants. Les montants accordés ainsi que la moyenne par unité sont indiqués par communauté aux Tableaux 7 et 8.

Les prestations versées aux unités de prestataires se répartissent ainsi:

Prestations (\$)	Nombre d'unités	%
0 - 5 999	142	11,9
6 000 - 11 999	606	50,9
12 000 - 17 999	178	15,0
18 000 - 23 999	237	20,0
24 000 +	27	2,2

La pratique des activités de chasse, pêche et piégeage requiert des dépenses d'équipement et de transport assez élevées. En plus de ces coûts, les chasseurs doivent également continuer à assumer ceux reliés au maintien d'une résidence dans la communauté. La majorité des chasseurs doivent donc cumuler activités traditionnelles et emplois saisonniers afin de s'assurer un revenu suffisant.

Par exemple en 1996-1997, les prestations du programme ont totalisé environ 77 % de l'ensemble des revenus des chasseurs, la balance provenant de revenus extérieurs reliés principalement à l'emploi saisonnier.

Année	Prestations \$	Autres revenus \$
1995-1996	13 499 485	4 040 999
1996-1997	13 980 879	4 278 234

Le Tableau 7 explique la répartition des montants accordés entre montant de base garanti et allocation journalière. En 1996-1997, le montant de base représente 10,4 % des montants versés.

Année	Montant de base \$	Allocation journalière \$	Total \$
1995-1996	1 425 123	12 121 044	13 546 167
1996-1997	1 458 746	12 563 889	14 022 635

Au début du programme, le montant de base représentait 24 % du total versé. Graduellement cette proportion a diminué et se situe depuis quelques années à environ 10 %. Cette évolution dans la composition des prestations accordées résulte surtout des changements survenus dans la clientèle du programme. La baisse du nombre de familles par rapport au nombre de personnes seules inscrites et la croissance du nombre de chasseurs âgés de plus de 65 ans ont contribué à abaisser de façon significative la portion des prestations constituée par le montant de base. Il s'agit en effet de la clientèle qui reçoit peu ou pas de montant de base. Par exemple, dans le cas des chasseurs âgés de 65 ans et plus, le fait de recevoir une pension de vieillesse élimine le paiement d'un montant de base.

Conclusion

Pour près du quart de la population crie, le programme représente un support économique indispensable leur permettant de poursuivre un mode de vie traditionnel. L'importance des activités traditionnelles est acquise même si on constate de nombreux changements dans la composition de la clientèle du programme et dans la pratique de ces activités. Certains chasseurs et piégeurs cris sont inscrits au programme depuis de nombreuses années et en dépendent exclusivement comme support économique à la famille. Un nombre croissant de chasseurs et piégeurs cris doit cependant compter sur des ressources extérieures pour assurer leur sécurité économique, ce qui a pour effet de modifier la pratique des activités traditionnelles. Le programme se doit donc d'être en mesure de répondre à des besoins différents, souvent fonction de l'âge des participants.

Message

from the members

The members of the Cree Hunters and Trappers Income Security Program are pleased to present the 1996-1997 Annual Report and financial statements.

During the year, the Board concentrated on administering the Program to provide Cree hunters and trappers with the support and service they are entitled to. To do so, the Board relies on a devoted team of skilled members working at head office and in the nine Cree communities.

The Board also worked to improve the efficiency of its organization and stabilized operating costs at about 6% of its total expenditures. Particular attention was given to control and recovery activities, with the result that there has been a substantial decrease in the number of cases of overpayment and in the amount of such overpayments.

The Board continues to give priority to revising the Program and, in 1996-1997, the Québec government and the Cree Regional Authority indicated that they intended to initiate discussions on this matter by appointing representatives to deal with the issue.

In closing, members of the Board want to acknowledge the work done by Mr. Phillippe Nadeau, whose term expired in June 1997, and they thank him for his commitment and valuable contribution.

Cree Hunters and Trappers Income Security Program

The Board

The Board is an independent organization that administers the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Government of Québec and the Cree Regional Authority are each responsible for appointing three of its six members. The length of the mandate is at the discretion of the authority responsible for the appointment. In addition, the chairmanship and vice-chairmanship alternate each year between the members appointed by the Government and those designated by the Cree Regional Authority. In 1996-1997, the Government appointed the chairman and the Cree Regional Authority, the vice-chairman.

Provisions respecting the constitution, responsibilities and powers of the Board are found in the *Act respecting Income Security for Cree Hunters and Trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec* (R.S.Q., c. S.3-2).

As part of its mandate, the Board is responsible for reviewing Program operations, assessing results, examining complaints and claims, estimating costs and preparing budgets. To accomplish its tasks, it has certain regulatory powers for internal management as well as for establishing administrative procedures and criteria necessary for the application of the Program. The Board is also responsible for recommending to the Government and the Cree Regional Authority when and how the Program should be amended. The Board submits an annual report of its activities to both authorities concerned. Members of the Board held six meetings during 1996-1997.

To fulfill its mandate, the Board has seventeen employees of whom eleven work in Cree communities and six at the head office in Sainte-Foy. The Board sets, by regulation approved by the Government, the staff requirements, remuneration standards and scales and other conditions of employment of its employees. A list of the members and employees of the Board is included in the schedule.

The funds required for the payment of benefits to Cree hunters and trappers and for the Board's operations are voted annually by the National Assembly. The Board's fiscal year begins July 1 and the audited financial statements for 1996-1997 indicate that as at June 30, 1997, expenses totalled \$14,694,402, of which almost 94% represents benefits paid to beneficiaries and the remainder covers the operating expenses of head office and the nine local offices in Cree villages.

The Program

The James Bay and Northern Québec Agreement signed on November 11, 1975, gave rise to the Cree Hunters and Trappers Income Security Program. The Program was set up in 1976 with the primary objective of encouraging the continuation and survival of a traditional way of life by, among other things, providing Cree hunters and trappers with a guaranteed income.

It is intended for Crees residing in Québec who carry out wildlife harvesting activities as a way of life. Harvesting activities include hunting, fishing and trapping as well as other related activities such as the making or repair of equipment; preparation; upkeep of traplines; processing, transportation and selling of products of these activities; domestic production of handicrafts; wildlife management; travel, etc.

This section summarizes the main rules covering eligibility for the Program and calculation of benefits. The Program stipulates an annual family income but the eligibility of the beneficiary unit or family depends essentially on the activities of its head, i.e., the Cree beneficiary who, in view of native customs, is considered to be the family provider, or who is an unattached individual 18 years of age or over. However, the calculation of benefits takes account of the activities of all members of the beneficiary unit.

When a Cree community sets up a local hunters and trappers committee, the name of the head of the beneficiary unit must appear on the list prepared by the committee. The list identifies "persons who,

according to community custom, are practising harvesting activities as a way of life in accordance with the harvesting traditions and the rules of the community" (section 31.1 of the Act). For 1996-1997, such a list was prepared for each community except Chisasibi, Wemindji and Nemaska.

To be eligible, the heads of beneficiary units or families must spend more time working at traditional activities than in wage employment. The Program sets a minimum of 120 days. This requirement must be met during the year preceding the application, in effect requiring a qualifying year during which no benefits are paid.

Heads of families must meet the same requirements each year to maintain the eligibility of their beneficiary units. Certain exceptions are made for unusual circumstances.

Benefits are calculated primarily as a function of harvesting activities, since the greater portion of the payments reflects the number of days the adult members of the unit spend in the bush. Consequently, families of the same size can have different incomes.

The calculation of benefits takes the following factors into account: the amount of time spent hunting, fishing and trapping; the annual income of the unit and the size of the family. Benefits are calculated in two stages. First, an amount is paid for each day spent in the bush by the head of the unit and the consort for harvesting or related activities. The Act provides for a maximum of 240 days payable per adult. In 1996-1997, the daily allowance was \$40.55 for a possible maximum of \$9,732 for each adult or \$19,464 for a unit of two adults.

Second, a supplementary amount, known as the guaranteed basic amount, based on the size and income of the unit can be added to the daily allowance. The rates used for this calculation are given in Table 6. The basic amount is reduced by 40% of the unit's net income and by 100% of old age security benefits. Unless specifically excluded by the Act or the regulations, all amounts received by members of the unit as earnings or wages, including daily allowances paid under the Program, are considered income.

Although the basic rule requires that harvesting activities constitute the way of life of beneficiaries, they can still take part in certain economic activities in the region by working on a seasonal basis, which enables them to supplement their income. However, the beneficiary cannot do the reverse, i.e. hold a regular job and supplement his income with Program benefits. In addition, Program benefits cannot be received at the same time as benefits under another federal or provincial income security program.

Accordingly, the Program is designed specifically for persons who carry on a traditional way of life and tries to provide them with a guaranteed income on the basis of these activities.

Benefits are calculated on an annual basis and are paid to beneficiaries in four instalments on or about September 1, January 1, April 1 and June 30. This calendar corresponds, as much as possible, to that of hunters and trappers and the payments are therefore made when most of them are in their respective communities.

Activities

in 1996-1997

Participation in the Program

The Cree Hunters and Trappers Income Security Program is aimed exclusively at James Bay Crees residing in Québec who are beneficiaries of the James Bay and Northern Québec Agreement and are members of one of the nine Cree communities of Mistissini, Chisasibi, Waskaganish, Waswanipi, Wemindji, Eastmain, Whapmagoostui, Nemaska and Oujé-Bougoumou.

In May 1996, 12,480 persons were enrolled as members of these communities and entitled to benefit from the Agreement. Of these, 11,933 were residents of the James Bay Territory, the region covered by the Agreement which includes not only the Cree villages but also towns such as Chibougamau, Chapais, Amos, Senneterre and Val d'Or. A number of families enrolled in the Program, particularly in the case of members of the Waswanipi community, live outside the Cree villages.

Participation in the Program closely mirrors the distribution of population by community (Tables 1 and 2). For instance, almost 50% of enrolled units come from the communities of Mistissini and Chisasibi.

Community	Residents	Number of
	%	Units Enrolled
		%
Mistissini	22.3	21.7
Chisasibi	25.1	26.8
Waskaganish	14.6	9.7
Waswanipi	11.3	11.9
Wemindji	8.4	11.8
Eastmain	4.2	2.9
Whapmagoostui	5.3	6.0
Nemaska	4.2	4.3
Oujé-Bougoumou	4.5	4.9

In 1996-1997, the Cree population's participation in the Program was comparable to that of the preceding year. While the number of beneficiary units rose from 1,178 to 1,190, the total number of participants fell slightly, from 2,627 to 2,595. Table 1 gives the proportion of adults and children making up beneficiary units. The participation rate shown in Table 2 indicates the changes for each community.

The decline in the number of participants is attributable to changes in the profile of beneficiary units in recent years: an increasing number of single persons are enrolled in the Program while the number of families is falling. Table 3 provides data on the composition of beneficiary units. For instance, while the total number of beneficiary units has risen, the number of units consisting of two adults, 552, is the same as in 1996-1997 though the number of children enrolled as dependants continued to fall.

Year	Units	Adults	Children	Total
1995-1996	1 178	1 730	897	2 627
1996-1997	1 190	1 742	853	2 595

The data in Table 3 on the age of heads of families confirm this trend. Almost 30% of heads of families are under 28 years of age, but participation drops between 28 and 57 years of age. The second largest group is the one over 68 years of age. Many factors appear to influence participation in the Program. With the arrival of a more extensive school system in the Cree villages, some families with school-age children have decided to reduce their traditional activities to remain in the communities. This is also the group most likely to enter the labour market. While the Program seems to continue to attract the same proportion of young people, their active participation in traditional activities only lasts for a certain number of years.

On the other hand, the proportion of hunters over 60 is rising. This is mainly the group of hunters who were already involved in traditional activities when the Program was introduced, and have decided to continue this way of life.

This trend has had an impact on participation in traditional activities, as shown by the data relating to days spent in the bush.

Person-days

Beneficiary units derive their income mainly from the number of days spent in traditional activities. The Act sets a maximum of 240 days payable per adult, as well as an overall limit of 350,000 days.

In 1996-1997, all units enrolled in the Program were paid for a total of 309,836 days. Table 4 shows the breakdown of days by type of activity. Apart from the number of days spent in the bush, days granted as maternity leave are included, as well as days spent participating in the activities of local committees responsible for drawing up the list of Cree hunters and trappers in each community. In the first case, a maximum of 72 days is allowed while up to 10 days can be claimed in the second.

The difference between the number of days spent in the bush and the number of days paid is partly due to the fact that the Program sets a maximum of 240 days payable per adult. Days in excess of 240 are not remunerated. In addition, the Act stipulates that when a beneficiary receives income or wages for a day (e.g. workers' compensation, employment insurance benefits, etc.), the daily allowance is not paid. When these amounts are paid to the head of the beneficiary unit, the result is that the consort is disqualified from payment for days spent in the bush.

The number of days paid rose 1.7% from 1995-1996, from 304,636 to 309,836 days. This increase results directly from the number of enrolled units. On the other hand, the average number of days, both per unit and per adult, has remained stable over the last three years.

Year	Average Days	
	Per unit	Per adult
1994-1995	262	177
1995-1996	259	176
1996-1997	260	178

Participation in traditional activities also varies with the composition of units:

	Average		
	Per unit	Per head	Per consort
1 adult/without children	181	181	n/a
1 adult/with children	182	182	n/a
2 adults/without children	369	198	172
2 adults/with children	338	187	151

Benefits paid

Under the Program, benefits are indexed each year to the cost of living in Québec. The rate is based on the index used for the Québec Pension Plan. The parameters used in the calculations for 1996-1997 were increased by 1.9%.

In 1996-1997, benefits totalled \$13,980,879 compared to \$13,499,485 in 1995-1996, an increase of about 3.6% attributable mainly to the change in the number of participants. The amounts paid and the average per unit are broken down by community in Tables 7 and 8.

Benefits paid to units are distributed as follows:

Benefits (\$)	Number of units	%
0 - 5 999	142	11.9
6 000 - 11 999	606	50.9
12 000 - 17 999	178	15.0
18 000 - 23 999	237	20.0
24 000 +	27	2.2

Fairly substantial expenditures on equipment and transportation are required to participate in hunting, fishing and trapping activities. In addition to these costs, hunters must also continue to cover the costs of maintaining a residence in the community. Most hunters must therefore combine traditional activities and seasonal employment to earn enough income.

In 1996-1997, for instance, Program benefits provided about 77% of hunters' income as a whole, with the balance drawn from outside sources consisting mainly of seasonal jobs.

Year	Benefits \$	Other income \$
1995-1996	13 499 485	4 040 999
1996-1997	13 980 879	4 278 234

Table 7 shows the distribution of amounts paid between the guaranteed basic amount and the daily allowance. In 1996-1997, the basic amount accounted for 10.4% of payments.

Year	Basic Amount \$	Daily allowance \$	Total \$
1995-1996	1 425 123	12 121 044	13 546 167
1996-1997	1 458 746	12 563 889	14 022 635

When the Program started, the basic amount accounted for 24% of total payments. This proportion has gradually declined and has stabilized near 10% in recent years. This trend in the composition of benefits paid is mainly the result of changes in the Program's client group. The decrease in the number of families compared to single individuals enrolled and the increase in the number of hunters older than 65 have combined to significantly reduce the portion of benefits attributable to the basic amount. These are the participants who receive little or no basic amount. For instance, no basic amount is paid to hunters 65 or over who receive an old age pension.

Conclusion

For almost one quarter of the Cree population, the Program provides essential economic support that enables them to continue a traditional way of life. Traditional activities retain their importance even though there have been many changes in the composition of the Program's client group and in participation in such activities. Some Cree hunters and trappers have been enrolled in the Program for many years and rely on it as their family's sole economic support. However, a growing number of Cree hunters and trappers are turning to external resources for their economic security, which has an effect on participation in traditional activities. Accordingly, the Program must be able to respond to different needs, which often depend on the age of participants.

ዲጋቲታል ፕላን ለፍትህና ሰው ጥበቃ ድርጅት የሚገኝው የሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል።

	ክፍል-1 ስራ ፍጻሜ		
	የሥራ ልዩ ግብር	የሥራ ልዩ ግብር	የሥራ ልዩ ግብር
1 የሥራ ልዩ ግብር የሥራ ልዩ ግብር	181	181	n/a
1 የሥራ ልዩ ግብር የሥራ ልዩ ግብር	182	182	n/a
2 የሥራ ልዩ ግብር የሥራ ልዩ ግብር	369	198	172
2 የሥራ ልዩ ግብር የሥራ ልዩ ግብር	338	187	151

፩ ልዩ ግብር ለመቀነስ

ከፍተኛ የሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል። 1996-1997 ስለሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል።

1996-97 ስለሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል። የሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል።

ስለሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል።

፩ ልዩ ግብር ለመቀነስ	ጠቅላይ	የሥራ ልዩ ግብር 100
0 - 5999	142	11,9
6 000 - 11 999	606	50,9
12 000 - 17 999	178	15,0
18 000 - 23 999	237	20,0
24 000 +	27	2,2

ፍጻሜ ለማዘጋጀት የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል። ለሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል።

1996-1997 ስለሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል። ለሥራ ልዩ ግብር ለመቀነስ የሚያስችሉ ስልጠናዎችን ማዘጋጀት ይገባል።

፩ ልዩ ግብር ለመቀነስ	ክፍል-2	ጠቅላይ
	\$	\$
1995-1996	13 499 485	4 040 999
1996-1997	13 980 879	4 278 234

Tableaux Tables

$\triangleleft \Gamma C \Gamma^a$ $\Gamma \Gamma^a \Delta b^a$

**PRESTATAIRES DU PROGRAMME
BENEFICIARIES OF THE PROGRAM**

ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐱᐱᐱᐱ	UNITÉS UNITS ᐱᐱᐱᐱᐱ	STRUCTURE DES UNITÉS COMPOSITION OF UNITS ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ		TOTAL TOTAL ᐱᐱ
		ADULTES ADULTS ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	ENFANTS CHILDREN ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	
MISTISSINI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	258	400	255	655
CHISASIBI ᐱᐱᐱᐱᐱ	319	429	156	585
WASKAGANISH ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	116	167	46	213
WASWANUPI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	142	209	107	316
WEMINDJI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	141	198	92	290
EASTMAIN ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	34	52	18	70
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	71	111	56	167
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	51	81	49	130
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	58	95	74	169
TOTAL ᐱᐱ	1 190	1 742	853	2 595

PARTICIPATION AU PROGRAMME
PARTICIPATION IN THE PROGRAM

ᐱᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐅᐅᐅᐅ	POPULATION CRIE CREE POPULATION ᐱᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ		PRESTATAIRES DU PROGRAMME BENEFICIARIES OF THE PROGRAM ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ	
	MEMBRES ¹ MEMBERS ¹ ᐱᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐱᐅᐅᐅᐅ (1)	RÉSIDENTS ² RÉSIDENTS ² ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ (2)	INSCRIPTIONS ENROLLMENT ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ	% ³ % ³ ᐅᐅᐅᐅ 100 ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ (3)
MISTISSINI ᐅᐅᐅᐅᐅ	2 724	2 660	655	24,6
CHISASIBI ᐅᐅᐅᐅ	3 044	3 000	585	19,5
WASKAGANISH ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ	1 962	1 744	213	12,2
WASWANUPI ᐅᐅᐅᐅᐅ	1 427	1 346	316	23,5
WEMINDJI ᐅᐅᐅᐅᐅ	1 048	998	290	29,1
EASTMAIN ᐅᐅᐅᐅᐅ	530	504	70	13,9
WHAPMAGOOSTUI ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ	638	636	167	26,3
NÉMISCAU/NEMASKA ᐅᐅᐅᐅᐅ	550	504	130	25,8
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ	557	541	169	31,2
TOTAL ᐅᐅᐅᐅᐅ	12 480	11 933	2 595	21,7

1 Membres des communautés (Registre des populations autochtones du 3 juin 1997)

2 Membres résidant sur le Territoire de la Baie James (Registre des populations autochtones du 3 juin 1997)

3 Pourcentage des résidents inscrits au programme

1 Members of the communities (Enrollment Commission List of June 3, 1997)

2 Members residing in the James Bay Territory (Enrollment Commission List of June 3, 1997)

3 Percentage of residents enrolled on the Program

(1) ᐱᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ 3, 1997.

(2) ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ 3, 1997

(3) ᐱᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅ 100 ᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅ ᐅᐅᐅᐅᐅᐅᐅ

UNITÉS DE PRESTATAIRES SELON L'ÂGE DU CHEF DE L'UNITÉ
BENEFICIARY UNITS ACCORDING TO AGE OF THE HEAD OF THE UNIT

ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱ ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ

GROUPE D'ÂGE AGE GROUP ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ		TOTAL TOTAL ᐱᐱ	% DU TOTAL % OF TOTAL ᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ 100 ᐱᐱᐱᐱᐱ			
	1 ADULTE 1 ADULT 1 ᐱᐱᐱᐱᐱ	2 ADULTES 2 ADULTS 2 ᐱᐱᐱᐱᐱ					
	18-27	262			56	318	26,7
	28-37	129			99	228	19,2
38-47	45	57	102	8,6			
48-57	31	85	116	9,7			
58-67	49	128	177	14,9			
68+	122	127	249	20,9			
TOTAL ᐱᐱ	638	552	1190	100,0			

RÉPARTITION DES UNITÉS DE PRESTATAIRES
DISTRIBUTION OF BENEFICIARY UNITS

ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

CHEF HEAD ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	UNITÉS SELON LE NOMBRE D'ADULTES UNITS ACCORDING TO NUMBER OF ADULTS ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ		TOTAL TOTAL ᐱᐱ	% DU TOTAL % OF TOTAL ᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ 100 ᐱᐱᐱᐱᐱ
	1 ADULTE 1 ADULT 1 ᐱᐱᐱᐱᐱ	2 ADULTES 2 ADULTS 2 ᐱᐱᐱᐱᐱ		
FEMMES/WOMEN ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	217	12	229	19,2
HOMMES/MEN ᐱᐱᐱᐱᐱ	421	540	961	80,8
TOTAL ᐱᐱ	638	552	1 190	100,0

RÉPARTITION DES JOURS
DISTRIBUTION OF DAYS

ᐆ ᐱᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	ACTIVITÉS ACTIVITIES ᐱᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ			JOURS RÉMUNÉRÉS PAID DAYS ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ		
	BOIS ¹ BUSH ¹ ᐦᐦᐦᐦᐦ (1)	COMITÉ ² COMMITTEE ² ᐦᐦᐦᐦ (2)	MATERNITÉ ³ MATERNITY ³ ᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦ (3)	CHEF HEAD ᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	CONJOINT CONSORT ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	TOTAL TOTAL ᐦᐦᐦᐦ
	MISTISSINI ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	77 812	0	328	49 055	26 639
CHISASIBI ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	77 623	0	353	58 696	16 622	75 318
WASKAGANISH ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	30 042	0	76	21 858	7 482	29 340
WASWANAPI ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	38 971	0	55	25 816	11 129	36 945
WEMINDJI ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	39 302	0	0	27 657	8 229	35 886
EASTMAIN ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	8 851	0	11	6 063	2 071	8 134
WHAPMAGOOSTUI ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	19 234	0	131	12 502	6 151	18 653
NÉMISCAU/NEMASKA ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	14 440	1	0	9 418	4 598	14 016
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ	16 159	0	67	10 429	5 421	15 850
TOTAL ᐦᐦᐦᐦ	322 434	1	1 021	221 494	88 342	309 836

1 Jours passés dans le bois	1 Days spent in the bush	(1) ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦ
2 Participation aux activités du comité local	2 Participation in the activities of the local committee	(2) ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦ
3 Congés de maternité	3 Maternity leave	(3) ᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦ ᐦᐦᐦᐦᐦᐦᐦ

MOYENNE DE JOURS RÉMUNÉRÉS

AVERAGE DAYS PAID

ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR UNITÉ PER UNIT ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR CHEF PER HEAD ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR CONJOINT PER CONSORT ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	PAR ADULTE PER ADULT ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ
MISTISSINI ᐱᐱᐱᐱᐱ	293	190	188	189
CHISASIBI ᐱᐱᐱᐱᐱ	236	184	151	176
WASKAGANISH ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	253	188	147	176
WASWANIPI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	260	182	166	177
WEMINDJI ᐱᐱᐱᐱᐱ	255	196	144	181
EASTMAIN ᐱᐱᐱᐱᐱ	239	178	115	156
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	263	176	154	168
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐱᐱᐱᐱ	275	185	153	173
OUJÉ-BOUGOUMOU ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	273	180	147	167
TOTAL ᐱᐱᐱᐱᐱ	260	186	160	178

PARAMÈTRES DE CALCUL
CALCULATION PARAMETERS

ᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ

	1995-1996 \$	1996-1997 \$
Allocation journalière/Daily Allowance ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱ	39,79	40,55
Montant de base/Basic Amount ᐱᐱ ᐱᐱ ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ		
Par adulte/Per adult ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	3 369	3 434
Par enfant/Per child ᐱᐱᐱ ᐱᐱᐱᐱᐱ	1 351	1 377
Par unité/Per unit ᐱᐱᐱᐱᐱᐱ	1 351	1 377

TOTAL DES PRESTATIONS ACCORDÉES

TOTAL BENEFITS PAID

ᐆ ᐱᐢᐢᐢᐢ ᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ ᐢᐢ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐱᐢᐢᐢᐢ	MONTANT GARANTI (\$) GUARANTEED AMOUNT (\$) ᐢᐢ ᐱᐢ ᐱᐢᐢ ᐱᐢ ᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ		ALLOCATION JOURNALIÈRE (\$) DAILY ALLOWANCE (\$) ᐱᐢᐢᐢᐢ ᐱᐢᐢᐢ ᐱ ᐢᐢᐢᐢᐢ		TOTAL (\$) TOTAL (\$) ᐢᐢ	
	1995-1996	1996-1997	1995-1996	1996-1997	1995-1996	1996-1997
	MISTISSINI ᐢᐢᐢᐢᐢ	413 962	412 564	2 818 591	3 069 396	3 232 553
CHISASIBI ᐢᐢᐢᐢ	299 933	298 524	2 934 709	3 054 149	3 234 642	3 352 673
WASKAGANISH ᐱᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ	126 804	102 042	1 179 785	1 189 745	1 306 589	1 291 787
WASWANUPI ᐱᐢᐢᐢᐢᐢ	207 172	199 610	1 528 144	1 498 129	1 735 316	1 697 739
WEMINDJI ᐱᐢᐢᐢᐢ	108 836	160 550	1 319 257	1 455 185	1 428 093	1 615 735
EASTMAIN ᐱᐢᐢᐢᐢ	17 438	19 228	314 701	329 833	332 139	349 061
WHAPMAGOOSTUI ᐱᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ	93 398	111 267	819 212	756 383	912 610	867 650
NÉMISCAU/NEMASKA ᐱᐢᐢᐢᐢᐢ	76 738	79 926	561 644	568 349	638 382	648 275
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐱᐢᐢᐢᐢᐢ	80 842	75 035	645 001	642 720	725 843	717 755
TOTAL ¹ ᐢᐢ (1)	1 425 123	1 458 746	12 121 044	12 563 889	13 546 167	14 022 635

1 Montants payables avant les déductions d'aide sociale

1 Amounts payable before welfare has been deducted

(1) ᐆ ᐱᐢᐢᐢᐢ ᐢᐢ ᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ ᐱᐢᐢᐢᐢ ᐱᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ ᐱᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢᐢ

MOYENNE DES PRESTATIONS PAR UNITÉ

AVERAGE BENEFITS PER UNIT

ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ

COMMUNAUTÉ COMMUNITY ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ	TOTAL (\$) TOTAL (\$) ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ (ᑲᑦᑲᑦ)		MOYENNE (\$)/UNITÉ AVERAGE (\$)/UNIT ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	
	1995-1996	1996-1997	1995-1996	1996-1997
	MISTISSINI ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	3 229 065	3 467 746	13 180
CHISASIBI ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	3 226 492	3 341 656	9 958	10 475
WASKAGANISH ᐃᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	1 305 817	1 291 787	11 161	11 136
WASWANAPI ᐃᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	1 714 488	1 688 558	11 989	11 891
WEMINDJI ᐃᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	1 426 482	1 612 061	11 144	11 433
EASTMAIN ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ	332 139	349 061	10 065	10 267
WHAPMAGOOSTUI ᐃᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	911 033	865 668	11 987	12 193
NÉMISCAU/NEMASKA ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ	632 856	646 587	12 657	12 678
OIJÉ-BOUGOUMOU ᐃᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ	721 113	717 755	11 631	12 375
TOTAL ¹ ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ (1)	13 499 485	13 980 879	11 460	11 749

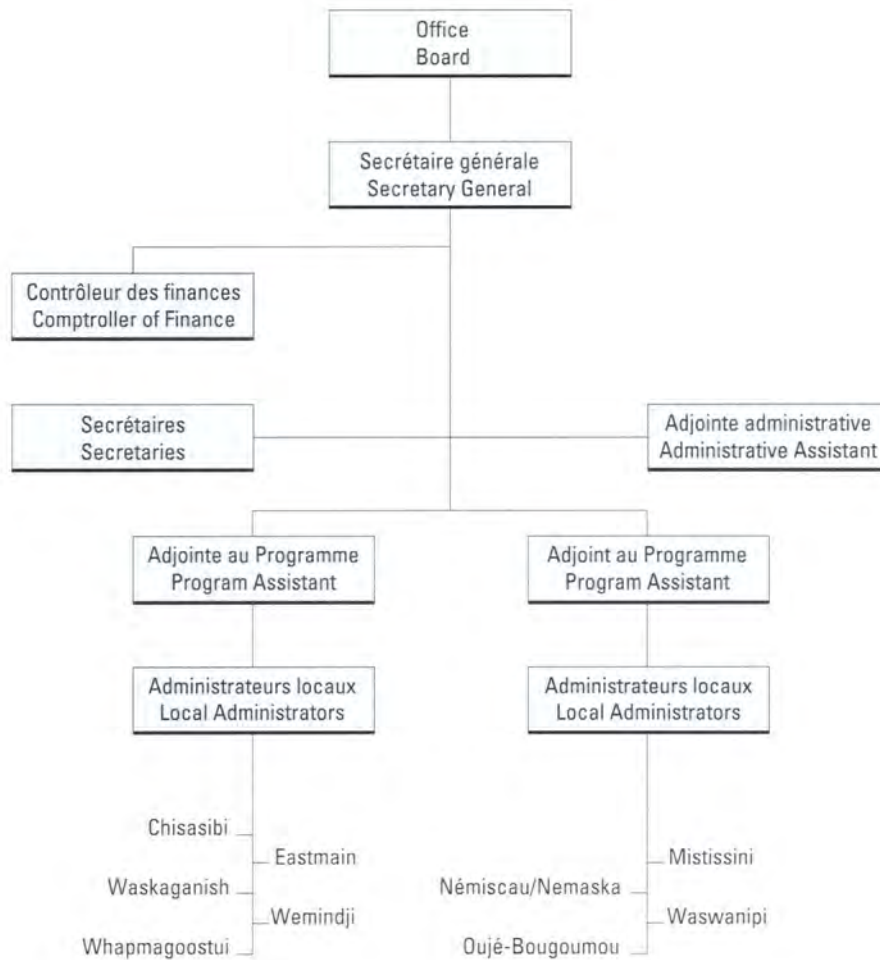
1 Montants accordés une fois déduits les montants provenant des programmes d'aide sociale

1 Amounts granted after the amounts received under welfare programs have been deducted

(1) ᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑦᑲᑦᑲᑦ

Organigramme Organization Chart

ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ ᐃᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱᐱ



Membres de l'Office
Members of the Board

ᓂᑐ"ᓄᓃᓂᓂ ᓄᓂᓂᓂ

(1996-1997)

Gouvernement du Québec

Government of Québec

ᓂᓃᓂ ᓂᓃᓂᓂᓂᓂ

Gérald Lemoyne, Président/Chairman

Guy Girouard

Philippe Nadeau

Administration régionale crie

Cree Regional Authority

ᓄᓂᓂᓂ ᓂᓃᓂᓂᓂᓂ

George Wapachee, Vice-président/Vice-chairman

Wilfje Iserhoff

Kenneth Gilpin

Personnel de l'Office (au 31 décembre 1997)

Personnel of the Board (as of December 31, 1997)

ᓄᓂᓂᓂᓂᓂ

SIÈGE SOCIAL

HEAD OFFICE

ᓄᓂᓂᓂᓂᓂ ᓂᓂᓂᓂᓂᓂᓂᓂ

Monique Caron

Secrétaire générale

Secretary General

Régent Brind'Amour

Contrôleur des finances

Comptroller of Finance

Margaret Wapachee

Adjointe au programme

Program Assistant

Marie-Claude Thibault

Adjointe administrative

Administrative Assistant

Monique Latouche

Secrétaire

Secretary

Thelma Ste-Croix

Secrétaire

Secretary

COMMUNAUTÉS CRIES

CREE COMMUNITIES

ᓄᓂᓂᓂᓂᓂ ᓄᓂᓂᓂᓂᓂ

Adjoint au programme

Program Assistant

Mistissini:

Peter Shecapio

Administrateurs locaux

Local Administrators

Mistissini:

George Shecapio

Chisasibi:

Allen Neacappo

Sally Herodier

Waskaganish:

Lizzie Diamond

Waswanipi:

Jacob Gull

Wemindji:

Reggie Mark

Eastmain:

Fred Tomatuk

Whapmagoostui:

Elizabeth Masty

Némiscau/Nemaska:

Lindy Moar

Oujé-Bougourmou:

James Wapachee

États financiers
Financial Statements

ጌጌጌጌጌጌ ለጌጌጌጌጌጌ ለጌጌጌጌጌጌ ለጌጌጌጌጌጌ ለጌጌጌጌጌጌ

États financiers de l'exercice terminé le 30 juin 1997

Financial Statements for the Year Ended June 30, 1997

A l'Assemblée nationale

To the National Assembly

J'ai vérifié le bilan de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 1997 ainsi que l'état des opérations et de l'excédent de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Office. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

I have audited the balance sheet of the Cree Hunters and Trappers Income Security Board as at June 30, 1997 and the statement of operations and surplus for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Board's management. My responsibility is to express an opinion on these financial statements based on my audit.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des conventions comptables suivies et des estimations importantes préparées par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

I conducted my audit in accordance with generally accepted auditing standards. Those standards require that I plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting policies used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de l'Office au 30 juin 1997 ainsi que les résultats de ses opérations et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les conventions comptables énoncées à la note 2. Conformément aux exigences de la Loi sur le Vérificateur général (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces conventions ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

In my opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Board as at June 30, 1997 and the results of its operations and the changes in its financial position for the year then ended in accordance with the accounting policies disclosed in note 2. As required by the Auditor General Act (R.S.Q., chapter V-5.01), I report that, in my opinion, these policies have been applied on a basis consistent with that of the preceding year.

Le vérificateur général du Québec,



Guy Breton, FCA

Québec, le 29 octobre 1997

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

OPÉRATIONS ET EXCÉDENT DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 30 JUIN 1997
OPERATIONS AND SURPLUS FOR THE YEAR ENDED JUNE 30, 1997

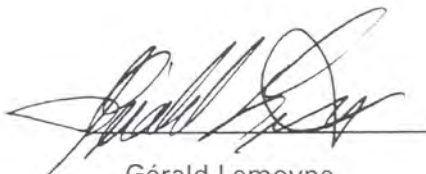
		1997	1996
REVENUS	REVENUE		
Contribution du gouvernement du Québec	Contribution from gouvernement du Québec	14 713 670 \$	13 986 592 \$
Intérêts	Interests	2 466	4 862
		<u>14 716 136</u>	<u>13 991 454</u>
DÉPENSES	EXPENDITURE		
Prestations de sécurité du revenu	Income security benefits	<u>13 772 870</u>	<u>13 044 792</u>
Frais d'administration	Administrative expenditure		
Traitements et avantages sociaux	Salaries and fringe benefits	731 019	769 988
Déplacements	Travel	80 028	63 253
Loyers	Rent	66 457	68 909
Honoraires	Fees	1 184	1 194
Fournitures et équipement	Supplies and equipment	31 516	18 627
Téléphone et communications	Telephone and communications	11 328	11 270
Divers	Miscellaneous	-	975
		<u>921 532</u>	<u>934 216</u>
		<u>14 694 402</u>	<u>13 979 008</u>
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES	EXCESS OF REVENUE OVER EXPENDITURE	21 734	12 446
EXCÉDENT AU DÉBUT	SURPLUS, BEGINNING OF THE YEAR	<u>37 865</u>	<u>25 419</u>
EXCÉDENT À LA FIN	SURPLUS, END OF YEAR	59 599 \$	37 865 \$

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS
CREE HUNTERS AND TRAPPERS INCOME SECURITY BOARD

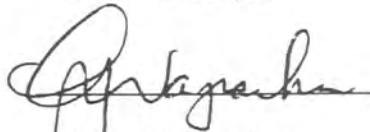
BILAN AU 30 JUIN 1997
BALANCE SHEET AS AT JUNE 30, 1997

		1997	1996
ACTIF	ASSETS		
Encaisse (note 4)	Cash (note 4)	110 527 \$	79 611 \$
Débiteurs	Accounts receivable	-	350
		<hr/>	<hr/>
		110 527 \$	79 611 \$
<hr/>			
PASSIF	LIABILITIES		
Créditeurs	Accounts payable	50 928 \$	42 096 \$
EXCÉDENT (note 4)	SURPLUS (note 4)	59 599	37 865
		<hr/>	<hr/>
		110 527 \$	79 961 \$
<hr/>			

POUR/ON BEHALF OF
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU
REVENU DES CHASSEURS ET
PIÉGEURS CRIS



Gérald Lemoyne



George Wapachee

30 JUIN 1997

1. CONSTITUTION, FONCTION ET FINANCEMENT

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, constitué en vertu de la Loi sur la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris bénéficiaires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (L.R.Q., chapitre S-3.2), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation comme mode de vie.

Des prestations sont versées à des unités de bénéficiaires qui y sont admissibles sujet, entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher, piéger et à exercer des activités accessoires.

Les sommes requises pour l'application de la loi précitée sont payées à même les deniers accordés annuellement à cette fin par le Parlement.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers de l'Office ont été préparés par la direction selon les conventions comptables énoncées ci-dessous. Ces états comprennent des montants fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'état de l'évolution de la situation financière n'est pas présenté, car il n'apporterait pas de renseignements supplémentaires utiles pour la compréhension des mouvements de trésorerie durant l'exercice.

Prestations et frais d'administration

Les prestations versées sont inscrites aux livres selon la méthode de la comptabilité de caisse alors que les frais d'administration le sont selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les acquisitions de biens en capital sont imputées aux frais d'administration.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec

Le coût de certains services de soutien assumé par le gouvernement du Québec n'est pas présenté à l'état des opérations et de l'excédent.

3. RÉGIME DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime est à prestations déterminées et comporte des garanties à la retraite et au décès.

Les cotisations défrayées par l'Office imputées aux résultats de l'exercice, s'élèvent à 28 457 \$ (1996: 30 059 \$). Les obligations de l'Office envers ce régime gouvernemental se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

4. ENCAISSE

L'encaisse comprend un montant de 20 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté, par résolution des membres de l'Office, aux versements de prestations pour pourvoir, entre autres, aux versements d'avances et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraînerait des délais excessifs pour le bénéficiaire.

JUNE 30, 1997

1. CONSTITUTION, FUNCTION AND FINANCING

The Cree Hunters and Trappers Income Security Board, constituted by virtue of the Act respecting income security for Cree hunters and trappers who are beneficiaries under the Agreement concerning James Bay and Northern Québec (R.S.Q., chapter S-3.2), is responsible for the administration of the income security program established by this Act for the purpose of providing the trappers and hunters a guaranteed income; this program also includes other measures aimed at encouraging beneficiaries to carry out harvesting activities as a way of life.

Benefits are paid to beneficiary units which are eligible depending, among other conditions, on the time spent in hunting, fishing and trapping and in carrying out related activities.

The sums required for the carrying out of the aforementioned Act are paid out of the monies voted each year for such purpose by Parliament.

2. ACCOUNTING POLICIES

The financial statements of the Board have been prepared by Management according to the accounting policies disclosed below. These statements include amounts based on best judgements and estimates. The statement of changes in financial position is not presented, since it would produce no further information useful to the comprehension of the year's cash and cash equivalent transactions.

Benefits and administrative expenditure

Benefits paid are recorded in the books of account in accordance with the cash basis of accounting; administrative expenditure are recorded in accordance with the accrual basis of accounting.

Purchases of capital assets are charged to administrative expenditure.

Administrative expenditure assumed by the gouvernement du Québec

The cost of certain supporting services assumed by the gouvernement du Québec is not included in the statement of operations and surplus.

3. PENSION PLAN

Board employees participate in the Government and Public Employees Retirement Plan (GPERP). It is a defined benefit plan which provides retirement and death benefits.

Contributions paid by the Board are charged to operations and total 28 457 \$ (1996: 30 059 \$). Obligations of the Board toward this government plan are limited to its contributions as an employer.

4. CASH

Cash includes an amount of 20 000 \$ held in a trust account and allocated by resolution of the members of the Board, for payment of benefits including among other things, advance payments and emergency payments where the usual process to issue a check would present an excessive delay for the beneficiary.

Traduction crie: David Masty, Sr.
Traduction anglaise: Les Traductions Roger Ryan Enr.
Graphisme: Capture communication
Impression: Impressions Trimocom Inc.
Photo de la couverture: Maria Kawapit

Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
2700, boulevard Laurier
Édifice Frontenac, Bureau 703
Sainte-Foy Qc
G1V 2L8

Téléphone:
(418) 643-7300
1-800-363-1560

Télécopieur:
(418) 643-6803